

Introduction générale

Le sort des réfugiés judéo-allemands, qui avaient quitté l'Allemagne à partir de 1933 au rythme des mesures antisémites successives, semble former comme l'emblème, la quintessence d'un ^{xx}^e siècle marqué du sceau de l'expulsion, de la fuite et du déplacement. Aujourd'hui, l'histoire de leur exil semble d'autant plus captivante qu'elle entre aussi en résonance avec une actualité migratoire chargée et nous interroge plus fondamentalement sur le sens du déracinement et du nomadisme au temps présent – et sa réminiscence aussi.

Décrétés apatrides en 1941, les 280 000 Juifs qui avaient quitté le Reich (sur 530 000 Juifs d'Allemagne), auxquels s'ajoutaient, après l'Annexion, plus de 150 000 Juifs autrichiens, incarnaient surtout un nouveau type d'exilé, tant par l'étendue de leur dispersion, s'étendant du Pacifique à l'océan atlantique, de l'Union soviétique en passant par Shanghai jusqu'en Palestine et au Mexique que par la durée de leur exil, devenu pérenne après 1945¹. Leur (sur-)vie en France après 1944, là où environ 25 000 survivants juifs d'origine allemande et autrichienne émergèrent lentement de la clandestinité, est un chapitre totalement méconnu des relations franco-allemandes, au sein desquelles la mémoire de leur exil semble former un pivot invisible, mais chaînon majeur dans le rapprochement entre les deux pays.

À partir de 1933, la grande majorité des réfugiés judéo-allemands étaient venus chercher protection en France, largement plébiscitée pour sa proximité géographique et sa politique d'accueil d'abord libérale. Elle devint ainsi le principal lieu de refuge pour les émigrants allemands et autrichiens et environ 50 000 d'entre eux allaient séjourner dans ce pays². La longue

1. En tout, entre 280 000 et 330 000 Juifs allemands et étrangers ont émigré d'Allemagne, 150 000 Juifs ont quitté l'Autriche en 1938 et 33 000 la Tchécoslovaquie : environ 450 000 à 600 000 Juifs germanophones ont quitté la *Mitteleuropa*. À la fin de la guerre, l'on compte environ un million de survivants juifs en Europe, dont 600 000 réfugiés à l'étranger. RÖDER Werner, « Die Emigration aus dem NS-Deutschland », in Klaus BADE (dir.), *Deutsche im Ausland – Fremde in Deutschland. Migration in Geschichte und Gegenwart*, Munich, C.H. Beck, 1992, p. 348 et CHARGUÉRAUD Marc-André, *Le martyre des survivants de la Shoah*, Paris, Éditions du Cerf, 2009, p. 11.

2. Environ 100 000 Juifs allemands sont passés par la France entre 1933 et 1939, et entre 20 000 et 50 000 Juifs vécurent chaque année dans ce pays (environ 1 % des étrangers en France). KROHN Claus-Dieter et MÜHLEN Patrick von zur (dir.), *Handbuch der deutschsprachigen Emigration*, Darmstadt, Wissenschaftliche Buchgesellschaft, 1998, p. 213.

tradition d'asile a certainement joué dans l'imaginaire des émigrants qui renouent alors avec l'exil parisien d'Heinrich Heine et Ludwig Börne au XIX^e siècle. En chassant toute l'avant-garde culturelle berlinoise, Hitler a d'emblée visé l'élite intellectuelle du pays : la France accueille alors le plus grand nombre d'écrivains et d'intellectuels allemands, dont un grand nombre de personnalités politiques et intellectuelles, figures éminentes de la république de Weimar, parmi eux les écrivains Alfred Döblin, Joseph Roth, Walter Mehring, Franz Werfel et tant d'autres³.

Paris devient le centre de cette diaspora culturelle, et dresse du coup une incroyable cartographie de l'*intelligentsia* allemande. Or, la capitale, à la fois *place to be* et aussi une « jolie salle d'attente », s'avère vite trop chère et particulièrement inhospitalière : au cours des années 1930, le Sud de la France, surtout Sanary-sur-Mer, attire une importante communauté d'écrivains. Ce petit port de pêche devint donc un temps « la capitale de la littérature allemande » et de nombreux écrivains, bercés par le soleil méditerranéen et attablés aux mythiques bars du port, s'y croient réellement au paradis⁴. Rappelons tout de même que ce « Who's Who » weimarien masque en fait la très grande variété d'émigrants, issus majoritairement des couches moyennes de la société allemande, et surreprésentés dans les professions commerciales, libérales et intellectuelles, au profil très assimilé. Souvent détachés du judaïsme, leur seul point commun était en effet l'expérience de l'antisémitisme, puis de l'exil : spoliés de leurs biens en Allemagne, déchus de leur nationalité allemande, ils connaissaient, dans leur écrasante majorité, une très grande précarité matérielle en France, où ces fugitifs faisaient figure d'annonciateurs de malheurs à venir, majoritairement pris en charge par les organisations de la communauté judéo-française.

Ce vécu dramatique de la déchéance sociale, du déracinement forme un contraste saisissant avec le souvenir des années de Weimar, d'autant que l'adieu à l'Allemagne, et surtout à Berlin fut souvent douloureux. De nombreux émigrants éprouvaient une réelle nostalgie de la *Heimat* (la patrie) qui les a pourtant chassés et gardaient tout au long de l'exil, et bien au-delà, une face tournée vers l'Allemagne⁵. D'ailleurs, ce profond

3. Parmi eux, une vingtaine de députés socialistes et communistes, de hauts dignitaires prussiens, tels Kurt Rosenfeld, ancien ministre de la Justice, et Otto Klepper, l'ancien ministre des Finances, ou encore Albert Grszinski, auparavant préfet de police de Berlin. Parmi les acteurs de cet exil protéiforme, l'on compte également les responsables de la section allemande de la Ligue des Droits de l'Homme, Helmut von Gerlach et Kurt Grossmann, l'Association des journalistes allemands proscrits, présidée par Georg Bernhard, ancien rédacteur de la *Vossische Zeitung*, qui dirigea à Paris le quotidien de langue allemande *Pariser Tageblatt*, auquel collaboraient Helmut von Gerlach et Alfred Kerr. Voir THALMANN Rita, « L'émigration du III^e Reich dans la France de 1933 à 1939 », *Le Monde juif*, n° 96, octobre 1979.

4. FLÜGGE Manfred, *Amer azur. Artistes et écrivains à Sanary*, Paris, Éditions du Félin, 2007 et du même auteur : *Exil en paradis. Artistes et écrivains sur la Riviera (1933-1945)*, Paris, Éditions du Félin, 1999.

5. BENZ Wolfgang (dir.), *Deutsch-jüdisches Exil: das Ende der Assimilation? Identitätsprobleme deutscher Juden in der Emigration*, Berlin, Metropol Verlag, 1994, p. 7-11.

ancrage dans la langue et la culture allemandes s'avérait longtemps un obstacle à leur intégration. L'exil était une épreuve particulièrement dure pour les écrivains, dorénavant coupés de leur public, de leurs éditeurs, de leur aura et surtout de leur langue allemande, sans aucune utilité en France où cette dernière était du reste identifiée à celle des nazis (la *Lingua tertii imperii* [LTI] de Victor Klemperer). Pourtant, c'était l'unique bagage qui leur restait en exil, leur patrie portative en quelque sort, c'était « l'ultime bout de la *Heimat* que les émigrants emportent avec eux », ainsi pour la photographe Lore Krüger⁶.

L'exil était pour eux une « rupture existentielle » qui allait profondément infléchir le sens de leur œuvre et l'usage de leur langue. À cheval entre différentes cultures, ils purent cependant jeter un autre regard sur leur patrie, affiné par cette expérience de l'étranger et cette nouvelle forme d'extraterritorialité⁷. Paris jouait d'ailleurs alors un rôle fondamental pour de nombreux écrivains, fascinés par cette capitale culturelle du XIX^e siècle, qu'ils décrivent à la fois comme lieu de flânerie et comme incarnation de la modernité (Siegfried Kracauer).

Il n'est dès lors pas étonnant que les émigrants se considéraient en grande majorité comme « l'autre Allemagne », et qu'un grand nombre d'exilés se mobilisait pour la reconstruction politique de ce pays, notamment dans le cadre du « Comité Lutétia », ou *via* la participation aux brigades internationales pendant la guerre d'Espagne. Aujourd'hui, l'on estime à environ un millier d'Allemands, majoritairement d'origine juive, qui se sont engagés dans les différents mouvements de la Résistance en France, dont Stéphane Hessel et Joseph Rovani ; pour la plupart, c'étaient d'ailleurs des inconnus comme la jeune Marianne Kohn, qui a fait passer de nombreux enfants en Suisse, mais fut arrêtée et assassinée par la Gestapo.

Malgré cet amour pour la France, ce pays n'en restait pas moins qu'une étape avant de reprendre leur périple beaucoup plus étendu, en tout cas pour les plus chanceux des émigrants. Dès la fin d'année 1933, la France commença à pratiquer une politique d'asile de plus en plus restrictive, et renforça, de manière exponentielle, les refoulements et expulsions des Allemands sans papiers. Les interminables queues passées dans la préfecture de police pour obtenir un permis de séjour, alors le sésame le plus précieux, font l'objet d'innombrables récits. Tous les réfugiés se disaient à la merci de la police dans un pays en crise, complètement débordé par l'accueil des réfugiés. Au cours des années trente, la France, littéralement obsédée par

6. KRÜGER Lore, *Quer durch die Welt*, Berlin, Metropolis Verlag, 2001, p. 70.

7. Voir en particulier AZUÉLOS Daniel (dir.), *Les penseurs allemands et autrichiens à l'épreuve de l'exil*, Paris, Éditions Hermann, 2010, p. 8 et du même auteur : « L'exil dans l'exil. Les stratégies linguistiques contradictoires des exilés aux États-Unis (Thomas Mann, Klaus Mann, Hans Sahl, Oskar Maria Graf) », *Études germaniques*, n° 4, 2008. Également SAHL Hans, « Und doch... » *Essays und Kritiken aus zwei Kontinenten*, Francfort-sur-le-Main, Luchterhand, 2001, p. 25.

la peur de la propagande « belliciste juive », mit en place un important dispositif antiréfugiés et, ce faisant, posa clairement les jalons administratifs largement exploités ensuite par l'antisémitisme de Vichy⁸.

Lorsque la guerre éclate, tous les Allemands en France, associés à une hypothétique « 5^e colonne », furent internés, peu importe qu'ils fussent les adversaires du régime nazi ou non. Les réfugiés juifs devinrent alors des « doubles parias », tant en Allemagne qu'en France, d'autant que la clause 19 de la convention d'Armistice, obligeant Vichy à livrer aux Allemands les réfugiés les plus en vue, faisait d'eux définitivement des hors-la-loi. C'était à ce moment-là que la plupart des émigrants tentent de quitter au plus vite ce pays, souvent *via* l'Espagne et le Portugal, dans une pagaille administrative innommable. Le port de Marseille devient alors l'antichambre de l'enfer, où le rôle des (faux) papiers était une question de vie ou de mort.

Ceux qui n'avaient pas eu la chance de partir à temps furent pour la plupart internés dans les camps tristement célèbres de la zone sud – le Vernet, les Milles, Rivesaltes ou Saint-Cyprien – où les émigrants nourrissaient une immense amertume vis-à-vis de la France qui les avait trahis. Le plus grand camp d'internement était Gurs, au pied des Pyrénées, dans lequel les internés, à la fois judéo-allemands et républicains espagnols, furent parqués dans des conditions de détention absolument effroyables – la promiscuité, l'humidité, la boue omniprésente, la faim. Malgré un grand nombre de sauvetages, les réfugiés vont longtemps après la guerre encore se considérer comme doublement persécutés par Vichy, qui livra plus de 10 000 Judéo-Allemands à la déportation. Quand les survivants évoquent ces années de guerre, revient alors le souvenir de la peur omniprésente, la hantise de savoir que leur survie ne tenait qu'à un fil. L'impuissance face aux institutions, totalement arbitraires, les expériences de fuite et de caches successives, la contrainte de s'adapter, de se métamorphoser à chaque fois fait de l'exil une telle épreuve individuelle et collective, particulièrement pour les enfants, qu'elle empreint encore longtemps après l'histoire de toute la famille et forge un destin familial à part.

À la Libération, plus de 25 000 réfugiés judéo-allemands ont survécu en France, grâce aussi aux actes de sauvetage et de solidarité des Français (et des organisations de secours juifs et chrétiens), parfois réalisés par des villages entiers – comme au Chambon-sur-Lignon (Haute-Loire), ou à Châteaumeillant (Cher) – ou encore par des gendarmes compréhensifs et peu zélés. En 1945, la plupart des réfugiés refusent de retourner en Allemagne, ce pays étant considéré comme tabou pour les Juifs, et la grande majorité décide de rester en France, malgré des conditions extrêmement dures : tous ont connu l'errance, des années de guerre éprouvantes, la

8. CARON Vicki, *L'asile incertain. La crise des réfugiés juifs en France, 1933-1942*, Paris, Tallandier, 2008, p. 26.

clandestinité, l'internement, parfois même la déportation, et ces années ont laissé des séquelles profondes chez les émigrants et leurs enfants.

Mais à la Libération, leurs souffrances spécifiques étaient diluées dans la masse des victimes de guerre et personnes rapatriées – STO et rescapés des camps⁹ – dans un pays qui connut au même moment un grand afflux de personnes déplacées, ces dernières souvent en transit pour émigrer hors d'Europe. La France accueillit au même moment le plus grand nombre de réfugiés (environ 400 000) en Europe, la majorité d'entre eux arrivés avant la guerre : parmi eux les réfugiés « Nansen », russes (35 000) et arméniens (34 000), les Républicains espagnols (200 000), et enfin les réfugiés judéo-allemands et autrichiens (25 000)¹⁰.

Différents de nature et de taille, c'étaient ces deux derniers groupes, espagnols et ex-allemands, qui avaient besoin de la plus grande aide après la guerre. Il est d'ailleurs intéressant de souligner que ces deux groupes partageaient une symétrie dans le vécu de l'internement, la grande pauvreté d'après-guerre et parfois aussi une réelle solidarité politique – à une différence près toutefois : le rapatriement ne pouvait être une option pour la plupart des réfugiés judéo-allemands¹¹.

Rappelons que ces derniers n'étaient d'ailleurs point les seuls « Allemands » en terres françaises d'après-guerre, ils partageaient cette « transnationalité » également avec les prisonniers de guerre allemands ; même si, évidemment, tout opposait ces deux groupes, entre les anciens ennemis de la France et les persécutés du III^e Reich, tout un réseau de contacts fut cependant noué entre eux dans l'après-guerre (services d'aide sociale, organes de presse...). À l'issue du conflit, il y avait environ 700 000 prisonniers de guerre allemands en France, et plus d'un million si l'on recense ceux captivés en Afrique du Nord¹². Progressivement mis au travail au service de la reconstruction du pays, puis rapatriés jusqu'en 1948 ou recrutés comme travailleurs civils libres – souvent venus grossir les rangs des techniciens et ouvriers allemands, recrutés en zone d'occupation française, notamment pour contribuer à la montée en puissance de l'industrie d'armement

9. La France rapatria à partir d'avril 1945 environ 1 700 000 individus, parmi lesquels environ 3 400 survivants juifs des camps.

10. L'on compte alors environ 8 000 réfugiés, pour la plupart allemands, autrichiens et polonais en Belgique, 6 000 réfugiés allemands et autrichiens en Hollande, 250 réfugiés allemands en Norvège, 50 000 réfugiés au Royaume-Uni, 12 000 en Suède (pour la plupart polonais, allemands et autrichiens) et 10 500 en Suisse, pour la plupart polonais, allemands et autrichiens. Voir le *Report of the Anglo-American Committee of Enquiry regarding the problems of European Jewry and Palestine*, His Majesty's stationery office, Londres, 1946.

11. Il faut également souligner que le groupe des réfugiés espagnols, infiniment plus important d'un point de vue numérique et largement implanté dans le Sud-Ouest de la France, était aussi une communauté très visible et, de par son combat politique, très populaire dans la France de l'après-guerre.

12. THÉOFILAKIS Fabien, *Les prisonniers de guerre allemands, France, 1944-1949. Une captivité de guerre en temps de paix*, Paris, Fayard, 2014, p. 9 et suivantes.

française¹³ – ces deux groupes, prisonniers et réfugiés, participaient alors, à des degrés extrêmement divers, au moment de la plus grande rencontre binationale, franco-allemande, hors temps de guerre.

Dans un contexte chargé de sortie de guerre et de démobilisation, la France dut faire face à une situation migratoire absolument inédite : il s'avéra dès lors indispensable de conférer des droits, un statut et une protection à des réfugiés, en partie apatrides, tout en veillant à les insérer sur un marché du travail en manque de bras pour les besoins considérables de la reconstruction du pays. C'est dans cette perspective que le gouvernement provisoire étendit en mars 1945 aux réfugiés espagnols les principes de la convention de Genève de 1933, puis adopta en avril 1945 la convention d'Évian (du 10 février 1938) relative au statut des réfugiés allemands et autrichiens – ces deux conventions ayant été mises entre parenthèses depuis 1939-1940, sous l'effet de la guerre et de l'invasion de la France¹⁴ – en laissant au Comité intergouvernemental pour les réfugiés se charger de leur protection juridique et leur assistance matérielle.

Cette adoption tardive d'un cadre juridique international montre en creux qu'il était urgent d'adapter l'outillage juridique relatif au statut des réfugiés au nouvel ordre géopolitique issu de l'après-guerre et d'adopter une définition commune pour les différentes catégories de réfugiés et de personnes déplacées. Dorénavant, la situation de tous les réfugiés s'inscrivait dans une problématique largement supranationale ; dans l'ensemble de l'Europe, le paradigme du « déplacement » devint absolument fondamental pour comprendre l'après-guerre. L'héritage le plus direct de la guerre fut la crise des réfugiés, et parmi eux, les juifs.

En 1945, l'Europe était un continent dévasté, ravagé par la famine, les villes étaient anéanties, et les familles disloquées ; au milieu de ce champ de ruines se dressait l'Allemagne, bombardée, défaite et détruite. Face à l'ampleur inédite de la mort, des communautés juives détruites et de l'univers yiddish englouti, le continent devint un lieu de deuil et de perte. Mais il restait aussi profondément imprégné par la violence, dont les survivants juifs furent les premiers témoins : en Europe de l'Est, des vagues de vengeance, de purges et de représailles se prolongeaient dans l'après-guerre, se traduisant par l'expulsion de plusieurs dizaines de millions de personnes¹⁵. Conséquence des bouleversements gigantesques déchaînés par la guerre, l'Europe était littéralement submergée de réfugiés et de personnes

13. BOHNEKAMP Dorothea, « Les ingénieurs allemands dans l'industrie française d'armement entre 1945 et 1950 », t. 34, n° 1, *Revue d'Allemagne*, janvier-mars 2002.

14. COHEN Daniel G., « Les réfugiés juifs de l'après-guerre, 1945-1948 », *Archives juives*, n° 29/1, 1^{er} semestre 1996, p. 92. Également BURGESS Greg, *Refugees and the promise of asylum in postwar France, 1945-1995*, Londres, Palgrave Macmillan, 2019 et ANOUSTURES Aline, KÉVONIAN Dzovinar et MOURADIAN Claire (dir.), *Refugiés et apatrides. Administrer l'asile en France (1920-1960)*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2017.

15. LOWE Keith, *L'Europe barbare*, Paris, Perrin, 2013, p. 10 et suivantes.

déplacées dans l'après-guerre et connut un chassé-croisé absolument inédit entre l'Est et l'Ouest du continent, qui devint l'un des plus grands mouvements migratoires dans l'histoire de l'humanité.

À la Libération, environ trente millions de personnes étaient alors déplacées dans les différents pays d'Europe, formant le point culminant de cette « nouvelle guerre de trente ans » européenne, entre 1914 et 1945¹⁶. Jamais auparavant, la communauté internationale ne fut confrontée à une telle dispersion de populations, à une telle dissémination inédite d'hommes, de femmes et de familles ; certes, une majorité des personnes déplacées souhaitait retourner dans leurs foyers, mais leur rapatriement, au début de la guerre froide, devint vite un problème au caractère international¹⁷. Aux réfugiés d'avant-guerre (russes, juifs et espagnols) s'ajoutaient ainsi les personnes déplacées issues de l'Europe centrale et orientale, fuyant devant l'avancée des troupes soviétiques, les millions d'Allemands expulsés d'Europe orientale (*Volksdeutsche*) mais aussi les travailleurs forcés, les prisonniers de guerre libérés et les Allemands « sans-abris », dont les foyers avaient été rasés sous les bombes.

Comparé à cette masse de réfugiés, seul un nombre extrêmement limité de Juifs avait survécu : en 1945, environ 25 000 rescapés juifs allemands se retrouvaient en Allemagne, apatrides et sans protection diplomatique, un groupe symptomatique des délires et renoncements politiques successifs. C'est à ce moment qu'environ 250 000 personnes déplacées juives quittaient la Pologne après de nouvelles violences antisémites pour s'enfuir dans la partie occidentale de l'Allemagne, qui devint ainsi la nouvelle « terre d'accueil » provisoire de ces réfugiés juifs¹⁸.

Dès la conférence de Téhéran en 1943, les Alliés occidentaux réfléchirent à l'accueil et à la prise en charge de ces personnes déplacées, réfugiées et rescapées des camps, que l'on cherchait majoritairement à rapatrier dans leur pays d'origine, ou, à défaut, à faire émigrer ou à ré-établir dans leurs lieux de résidence. La tâche de l'assistance aux réfugiés fut dans un premier temps confiée à l'Administration de secours et de réhabilitation des Nations unies (UNRRA, créée en 1943), placée sous le patronage de l'armée, qui prit en charge plus de 7 millions de personnes déplacées, qui traversaient alors le Reich en ruine¹⁹.

16. EMERSON Sir Herbert, « Thirty millions in Europe's Darkness », *The New York Times Magazine*, 12 novembre 1944 et BADE Klaus, *L'Europe en mouvement. La migration de la fin du XVIII^e siècle à nos jours*, Paris, Seuil, 2002, p. 356.

17. Voir en particulier REINISCH Jessica et WHITE Elizabeth (dir.), *The disentanglement of populations. Migration, expulsion and displacement in post-war Europe, 1944-1949*, New York, Palgrave Macmillan, 2011 ; KULISCHER Eugene M., *Europe on the Move. War and population changes 1917-1947*, New York, Columbia University Press, 1948 et COHEN Gerard Daniel, *In war's wake. Europe's displaced persons in the postwar order*, New York, Oxford University Press, 2012.

18. *Après la Shoah*, catalogue d'exposition, Paris, Mémorial de la Shoah, 2016.

19. Dont 7 200 000 citoyens soviétiques, souvent des travailleurs forcés ou des prisonniers de guerre, 1 600 000 Polonais, 700 000 Italiens, 350 000 Tchèques, 300 000 Hollandais et 300 000 Belges parmi d'autres.

En 1945, environ 11 millions de personnes déplacées se trouvaient encore en Europe occidentale, dont environ 8 millions de personnes déplacées en Allemagne, majoritairement issues de l'Europe orientale : mais dès les premiers mois de la Libération, l'immense majorité d'entre eux rentra de leur plein gré²⁰. Sur les 2 millions de personnes déplacées (*Displaced persons* ou : DP) encore présentes en Allemagne à la fin de l'année 1945, environ la moitié fut considérée comme « non rapatriables » : des DP polonais, russes et juifs, qui formaient une nouvelle catégorie de réfugiés, ne sachant pas où aller. Même s'ils ne représentaient qu'une infime minorité parmi les personnes déplacées de l'après-guerre, la figure du nomade éternel, du *luftmensh* fut incarnée par ces réfugiés juifs, qui avaient tout perdu²¹. Le rétablissement des réfugiés juifs dans leurs pays fut donc l'un des plus grands défis de l'après-guerre ; jamais auparavant un tel exode n'eut lieu, jamais auparavant la fuite ne prit de telles proportions, et jamais non plus la dispersion des survivants ne fut à ce point ramifiée et leur situation dans les pays d'asile précaire.

Pour ces personnes déplacées et non rapatriables furent alors créés les camps de DP, majoritairement situés en zone américaine et gérés par le personnel de l'UNRRA, qui mélangeaient dans un premier temps les DP juives et non juives. Ces personnes déplacées juives (majoritairement des Juifs polonais, entre 200 000 à 250 000 personnes), presque toutes extrêmement affaiblies, ayant perdu leurs proches dans les camps, se nommaient les *She'erit Hapleta* (« Le reste des sauvés » en hébreu), dont le désespoir ne put s'atténuer qu'en rêvant à une vie future menée en Palestine²². Grâce au rapport de George Harrison, plaidant la singularité des souffrances juives, des camps de DP spécifiquement juifs furent créés et le destin de ce groupe attira par la suite une attention et des soins particuliers. Leur rapatriement devenu illusoire – à partir de 1946, la Pologne était embrasée par des pogromes meurtriers culminant dans celui perpétré à Kielce où 40 Juifs polonais furent tués – ils attendaient alors dans les camps leur émigration future. C'est ici, le 14 mai 1948, que la proclamation de l'État d'Israël fut accueillie dans une immense joie. Jusque-là environ 69 000 Juifs avaient tenté d'atteindre la Palestine par des navires affrétés illégalement ; mais la plupart furent arrêtés par les Britanniques et internés à Chypre²³.

20. L'UNRRA réussit à rapatrier en mai et juin 1945 plus de 5 250 000 personnes, à raison de 80 000 personnes par jour. À la fin de 1945, sur 7 millions de personnes déplacées, il en reste moins de 2 millions en Allemagne, placées sous le contrôle des Alliés occidentaux.

21. MARRUS Michael R., *Les exclus. Les réfugiés européens au xx^e siècle*, Paris, Calmann-Lévy, 1987, p. 17.

22. POLIAKOV Léon, « Les mouvements de la population juive depuis la guerre », *La revue du FSJU*, n° 15, mars 1956.

23. C'est dans les camps de DP que les filières sionistes cherchaient à exfiltrer clandestinement les réfugiés volontaires pour partir en Palestine, sur des navires affrétés en Italie ou à Marseille, avec l'appui de l'Agence juive de Palestine. 65 navires partirent en tout, mais la plupart furent bloqués par l'armée britannique, et les passagers internés, d'abord en Palestine, puis à partir de 1946 à Chypre. Parfois les navires furent aussi détournés par la marine anglaise, comme ce fut le cas pour

Si l'UNRRA a réussi à rapatrier entre 6 et 7 millions de DP dans leurs pays d'origine (surtout l'URSS) jusqu'à la fin 1945, l'on comptait au même moment environ 1 200 000 DP en Allemagne ne sachant où aller. L'Organisation internationale des réfugiés (OIR) fut fondée en 1946 pour s'occuper de ce « dernier million », un groupe essentiellement composé de survivants de la Shoah et de réfugiés anticomunistes. Cette organisation, à travers laquelle se profilait le leadership américain en matière de régulation des flux migratoires, a en tout cas mené une politique gigantesque en termes de prise en charge des personnes déplacées, en plaçant le problème des réfugiés au cœur des relations internationales, dans le contexte d'un antagonisme croissant entre l'Est et l'Ouest²⁴.

Face aux 700 000 DP encore présents en Allemagne en juin 1947, l'OIR, successeur de l'UNRRA, se tourna vers la solution de l'émigration. Suite à la création de l'État d'Israël, puis à l'assouplissement de l'accueil des réfugiés aux États-Unis en 1948 (par la loi sur les personnes déplacées, *Displaced Persons Act*), et à l'émigration massive qui s'ensuivit, la plupart des camps de DP furent fermés, le dernier camp à fermer ses portes fut celui de Föhrenwald en février 1957, mettant ainsi fin à une vie passée au camp pour de nombreux réfugiés. Alors que la crise des réfugiés et des personnes déplacées commençait lentement à se résorber en Allemagne de l'Ouest, elle s'étendit à toute l'Europe jusqu'en 1950, progressivement coupée en deux fronts antagonistes, situés à l'Est et à l'Ouest : désormais, une coordination internationale plus étroite fut nécessaire afin de venir en aide aux réfugiés, et plus particulièrement aux réfugiés juifs, l'un des enjeux majeurs de l'après-guerre en Europe occidentale, à la dimension supranationale totalement inédite²⁵.

Le sort de réfugiés judéo-allemands en France, totalement méconnu, s'inscrit ainsi pleinement dans le champ de recherche consacré aux migrations, éclairé sous l'angle des relations franco-allemandes. Partie intégrante de

le célèbre *Exodus*, avec à bord 4 500 passagers, à lui seul l'incarnation des errements des réfugiés juifs dans l'après-guerre : parti de Sète en 1947 avec 4 515 passagers à bord, arraisonné en vue des côtes de Palestine où un bref combat fit 3 morts, le navire fut renvoyé à Sète, puis redirigé vers l'Allemagne, où les passagers furent débarqués de force et à nouveau parqués dans un camp de DP, point de départ de leur voyage. Une fois l'État d'Israël créé en 1948, dans l'euphorie, l'immigration juive s'oriente massivement vers le nouvel État ; les États-Unis vont dans un premier temps accueillir 40 000 personnes entre 1946 et 1948, et à partir de juillet 1948, grâce à la loi sur les personnes déplacées (*Displaced Persons Act*) accélérer l'immigration des réfugiés en Amérique, autorisant l'entrée de près de 250 000 DP par an. Voir en particulier WASSERSTEIN Bernard, *Les Juifs d'Europe depuis 1945. Une diaspora en voie de disparition*, Paris, Calmann-Lévy, 2000, p. 46.

24. COHEN Gerald Daniel, *In war's wake. Europe's displaced persons in the postwar order*, New York, Oxford University Press, 2012, p. 8 et suivantes.

25. Fin 1948, l'on compte dans les zones occidentales encore 438 000 DP, en 1951, ils ne sont plus que 140 000 en RFA. DEFRANCE Corinne (dir.), *Personnes déplacées et guerre froide en Allemagne occupée*, Bruxelles, Peter Lang, 2015, p. 21. Voir également KÖNIGSEDER Angelika et WETZEL Juliane, *Lebensmut im Wartesaal. Die jüdischen DP im Nachkriegsdeutschland*, Francfort-sur-le-Main, Fischer Verlag, 1995, p. 7 ; SHEPHARD Ben, *Le long retour, 1945-1952. L'histoire tragique des « déplacés » de l'après-guerre*, Paris, Albin Michel, 2014, p. 13 et FRINGS Paul, *Das internationale Flüchtlingsproblem, 1919-1950*, Francfort-sur-le-Main, Verlag der Frankfurter Hefte, 1951.

l'histoire de l'émigration allemande en France, l'exil juif en constitue certainement l'une des composantes les plus significatives. Au milieu du XIX^e siècle, l'on comptait en effet, parmi l'importante communauté allemande émigrée à Paris (estimée à 70 000 personnes), environ 10 000 à 15 000 exilés judéo-allemands, dont de nombreux intellectuels (Heinrich Heine, Ludwig Börne), des écrivains, journalistes, exilés politiques, banquiers et musiciens : depuis lors, le judaïsme forme un vecteur de transferts culturels ingénieux entre ces deux pays, un espace interstitiel, dans lequel s'articulent et se fécondent mutuellement cultures allemande et française²⁶. Après la Seconde Guerre mondiale, il est indubitable que les émigrants allemands aient joué un rôle majeur dans le rapprochement entre ces deux pays et réussi à impulser une nouvelle culture européenne, d'essence intellectuelle, transfrontalière, largement inspirée par l'apport de leur tradition judéo-allemande (et de leurs réseaux weimariens aussi). À partir de cette circulation d'idées et d'amitiés naissaient d'ailleurs des formes inattendues de dialogue entre émigrants et représentant allemands, en terres françaises – formant comme un écho à leurs différentes identités culturelles, entretenant le souvenir de leur patrie – la *Heimat* – et la vie en France. Ainsi, c'est sous l'angle de l'histoire croisée que l'exil judéo-allemand en France peut être appréhendé et le rôle transnational de ces précurseurs et médiateurs de l'Europe évalué²⁷.

Puis, l'histoire du postexil juif en France, après 1945, permet aussi d'emprunter une nouvelle perspective, foncièrement transversale, sur l'histoire de la (post-)Shoah et sa mémoire, au seuil d'une époque où les derniers témoins peuvent encore partager leur vécu. Inspiré par la démarche littéraire de W. G. Sebald, autre écrivain extraterritorial – *Les émigrants* restant l'œuvre tutélaire de ce travail –, le projet de ce livre était de partir à la recherche de destins réels pour montrer tout le poids de l'histoire qui pèse sur l'exil juif en France. S'inspirant aussi de l'œuvre Jean Améry, autre émigrant autrichien, l'idée était de dévoiler l'impact du vécu traumatique,

26. ESPAGNE Michel, *Les juifs allemands de Paris à l'époque de Heine. La translation ashkénaze*, Paris, Presses universitaires de France, 1996, et du même auteur : *Les transferts culturels franco-allemands*, Paris, Presses universitaires de France, 1999 et « Des Juifs allemands aux Juifs français : judaïsme et transferts culturels », *Archives juives*, n° 46/2, 2^e semestre 2013, p. 11 et suivantes ; BADE Klaus (dir.), *Deutsche im Ausland – Fremde in Deutschland. Migration in Geschichte und Gegenwart*, Munich, C.H. Beck, 1992, et du même auteur : *Sozialhistorische Migrationsforschung*, Göttingen, V&R Unipress, 2004 et *L'Europe en mouvement*, op. cit. ; AMAR Marianne, BERTHELEU Hélène et TEULIÈRES Laure (dir.), *Mémoires des migrations, temps de l'histoire*, Tours, Presses universitaires François-Rabelais de Tours, 2015.

27. WERNER Michael et ZIMMERMANN Bénédicte, « Penser l'histoire croisée : entre empirie et réflexivité », *Annales Histoire, Sciences sociales*, n° 1, janvier-février 2003 ; KATZ Jacob, *Toward modernity. The European Jewish model*, New York, Transaction Books, 1987 ; DINER Dan, « Geschichte der Juden – Paradigma einer europäischen Historie », in Gerald STOURZ (dir.), *Annäherungen an eine europäische Geschichtsschreibung*, Vienne, Verlag der österreichischen Akademie der Wissenschaften, 2002 et VOLKOV Shulamit, « Jewish History. The Nationalism of Transnationalism », in Gunilla BUDDE (dir.), *Transnationale Geschichte. Themen, Tendenzen und Theorien*, Göttingen, Vandenhoeck & Ruprecht, 2006, p. 190 et suivantes.

le poids des séquelles et des blessures jamais pansées, afin d'arracher les souffrances des émigrants à l'oubli, de leur ériger un monument et les faire entrer dans l'histoire. Mais ce récit de la « vie après » ne doit pas pour autant faire oublier que les émigrants tentèrent aussi de se reconstruire, de se souvenir du passé et d'obtenir réparation. La justice, et plus particulièrement l'œuvre des *Réparations* (*Wiedergutmachung*) semblait d'ailleurs jouer un rôle pivot dans la vie des émigrants, en faisant entrer leur mémoire individuelle dans les prétoires, parfois face à un public allemand, en attribuant de cette sorte une fonction presque tribunitienne aux procès et en faisant ainsi avancer la connaissance historique de leur persécution²⁸.

Mais face à cette vision d'une longue litanie de souffrances, il convient aussi de restituer cette histoire de l'exil allemand en France dans toute sa polarité. Certes, l'image du *Galout* (en hébreu « exil »), formée depuis la destruction du Secnd temple de Jérusalem autour de l'asservissement et de la dispersion, loin d'Israël, est une composante entière de l'identité juive, indissociablement liée à l'exil. *Leitmotiv* invariable de la Bible, de la pensée et de la littérature juives, c'est par ce récit de la perte du foyer que débute la *Genèse*; articulée autour d'un, voire plusieurs centres, que le peuple juif a dû quitter, cette réflexion sur l'exil, épaulée aussi par l'espoir du retour, s'est maintenue jusqu'aux temps modernes²⁹. Pourtant, cette vie passée à la périphérie, en diaspora, a connu au cours de l'histoire des évaluations différentes. Emportée par une dynamique centrifuge, une nouvelle vie s'établit aussi en exil, se réenracine en diaspora, où les émigrants commençaient à se sentir réellement « chez eux », en y transférant de nouveaux lieux juifs, voire de nouvelles « Jérusalem ». Ainsi, errance et fixation continuent à rythmer l'existence juive, qui se déploie aussi dans ce face-à-face avec l'autre, avec l'étranger. À la vision du désespoir, du bannissement et de la dislocation s'oppose ainsi l'idée d'une grande mobilité, source aussi d'une immense créativité³⁰.

28. Rappelons que l'histoire, à savoir l'écriture objective, savante, du passé, et la mémoire, comprise comme représentation et présence subjective du passé, entretiennent toutes les deux des rapports réciproques, complexes, parfois de compétition, parfois de subordination. Elles s'entrelacent, s'opposent, se nourrissent l'une et l'autre, selon des modalités et temporalités fort différentes. Voir en particulier HARTOG François, *Régimes d'historicité. Présentisme et expériences du temps*, Paris, Seuil, 2012; TRAVERSO ENZO, *Le passé, modes d'emploi. Histoire, mémoire, politique*, Paris, La Fabrique, 2005 et HARTOG François et REVEL Jacques, *Les usages politiques du passé*, Paris, École des hautes études en sciences sociales, 2001. Voir également OFER Dalia et OUZAN Françoise (dir.), *Holocaust survivors. Resettlement, memories, identities*, New York, Berghahn Books, 2012 et JABLONKA Ivan, « À nouvelle histoire, nouvelle mémoire », in Ivan JABLONKA et Annette WIEVIORKA, *Nouvelles perspectives sur la Shoah*, Paris, Presses universitaires de France, 2013, p. 91 et suivantes. Également ZALC Claire (dir.), *Pour une microhistoire de la Shoah*, Paris, Seuil, 2012.

29. BAER Yitzhak F., *Galout. L'imaginaire de l'exil dans le judaïsme*, préface de Yosef Hayim Yerushalmi, Paris, Calmann-Lévy, 2000 et EISEN Arnold M., *Galut. Modern Jewish Reflection on Homelessness and Homecoming*, Bloomington, Indiana University Press, 1986.

30. L'histoire du peuple juif se confond en partie à sa vie en diaspora : celle-ci préserve des particularités ethno-religieuses et la pérennité d'une conscience collective, en se référant à une histoire, une terre et une religion, et ce en dépit de 2000 ans d'existence menée dans la dispersion. Ce peuple dispersé continue à se référer à un mythe originel, à un lieu sacré, et au « big bang » de la catastrophe initiale

Mais, si la tentation est grande de céder aux sirènes d'une vision esthétisante, téléologique de l'exil, celle-ci risque néanmoins de banaliser une expérience de pertes et de ruptures successives, ou, pour reprendre la formule d'un émigrant en France, « une vie coupée en tranches³¹ ». Cette fissure entre l'exilé et son pays natal, reste, pour ceux qui l'ont vécu, « terrible » à vivre : désormais, les émigrants mènent, dans tous les sens du terme, une existence rompue, ne serait-ce que par la langue. Parfois, ils renonçaient d'ailleurs à parler leur langue maternelle ou essayaient tant bien que mal d'utiliser « l'émigranto » pour masquer leur difficulté à apprendre la langue française. La perte de la langue maternelle était avant tout une épreuve existentielle pour les écrivains, à laquelle seule la traduction, et à travers elle le pouvoir singulier des mots, pouvait éventuellement remédier. À cela s'ajoutait aussi la destruction d'une vie souvent aisée, d'un foyer, parfois de toute une famille et plus largement d'une patrie – la *Heimat* – pour laisser place à un sentiment d'étrangeté et d'aliénation permanent, aussi connu sous le terme de « syndrome de l'émigrant³² ».

Depuis les années 1980, les recherches consacrées à l'exil ont connu une floraison, un rebond remarquable. En raison de ses qualités intrinsèques, l'exil est désormais considéré comme *success story* et traverse une revalorisation majeure, en termes de transfert scientifique et d'ouverture internationale. La recherche s'est peu ou prou penchée sur des aspects méconnus, ainsi le rôle des femmes, leurs stratégies d'adaptation et de survie, leur pragmatisme et leurs difficultés aussi, pour montrer à quel point elles ont réussi à faciliter l'intégration familiale tout en continuant à transmettre à leurs enfants l'amour de la *Bildung*³³. Transferts culturels, arts, langue et

ayant causé sa dispersion – c'est le fondement de son unité –, de même qu'aux fonctions sociales produites par l'exil, telles les fonctions d'échanges et d'intermédiaires. La diaspora est aussi portée par une mémoire collective et une solidarité d'un groupe soudée autour de l'idéal du retour, notion aujourd'hui élargie à toutes formes de groupes se trouvant en dehors du territoire national, et fortement mêlée à l'idée du transnationalisme. Voir SCHNAPPER Dominique, « De l'État-nation au monde transnational. Du sens et de l'utilité du concept de diaspora », *Revue européenne des migrations internationales*, vol. 17, n° 2, 2001, p. 10 et 11; DUFOIX Stéphane, *Les Diasporas*, Paris, Presses universitaires de France, coll. « Que sais-je? », 2003, p. 11 et ANTEBY-YEMINI Lisa (dir.), *Les diasporas, 2000 ans d'histoire*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2005. Également WETTSTEIN Howard (dir.), *Diasporas and Exiles. Varieties of Jewish Identity*. Berkeley, University of California Press, 2002 et YERUSHALMI Yosef Hayim, *Ein Feld in Anatot. Versuche über jüdische Geschichte*, Berlin, Verlag Klaus Wagenbach, 1993.

31. AINSI HEIDELBERGER ERNEST, « Une vie en tranches », in GILBERT BADIA, *Exilés en France. Souvenirs d'antifascistes allemands émigrés (1933-1945)*, Paris, Maspero, 1982.
32. MAIMANN Helene, « Sprachlosigkeit. Ein zentrales Phänomen der Exilerfahrung », in WOLFGANG FRÜHWALD et WOLFGANG SCHIEDER (dir.), *Leben im Exil. Probleme der Integration deutscher Flüchtlinge im Ausland, 1933-1945*, Hamburg, Hoffmann und Campe, 1981 et SAYAD Abdelmalek, *La double absence. Des illusions de l'émigré aux souffrances de l'immigré*, Paris, Seuil, 1999.
33. QUACK Sibylle, *Zufucht Amerika. Zur Sozialgeschichte der Emigration deutsch-jüdischer Frauen in die USA, 1933-1945*, Bonn, Verlag Dietz, 1995; KANNONIER-FINSTER Waltraud (dir.), *Frauen-Leben im Exil. Biographische Fallgeschichten*, Vienne, Böhlau-Verlag, 1996; ZINN Gesa et STANLEY Maureen Tobin (dir.), *Exile through a gendered lens. Women's displacement in recent European History, literature and cinema*, New York, Palgrave Macmillan, 2012; HANSEN-SCHABERG Inge (dir.),

littérature, identités, objets du quotidien : il n'y a guère un champ d'étude que la recherche n'ait omis de défricher depuis. Entretemps, l'École de Francfort a également contribué à ériger l'exil en mythe, de par sa vision, largement manichéenne, opposant deux Allemagnes, dont la meilleure partie, antifasciste, s'était notoirement retrouvée en exil³⁴.

Puis, les différents tournants ayant irrigué et renouvelé la recherche en sciences sociales – linguistique, translationnel, spatial, etc. – ont également permis de mettre en valeur les phénomènes tels que les transferts, les médiations et le plurilinguisme. Dès lors, l'exil juif moderne est relu au prisme de sa condition liminale, foncièrement transnationale, qui permet de dépasser la dualité classique entre centre et périphérie. Situé à l'intersection de différents espaces culturels, il est devenu bon ton de louer la condition hybride de l'exilé, qui devient, en télescopant diverses identités, précurseur d'une existence postmoderne, foncièrement nomade. Sous cet angle, c'est également la notion de traduction, son lien intime à l'exil et à la migration, qui est devenue centrale pour appréhender les qualités de médiation intrinsèques à l'émigrant³⁵.

Trait d'union entre langues et cultures, l'expérience de l'exil et de la diaspora a en effet engendré des sources d'une production intellectuelle colossale : les émigrants eurent la distance et le privilège d'embraser de leur seul regard tous les errements du xx^e siècle. Ces « avertisseurs d'incendie », selon la métaphore de W. Benjamin, devinrent de par leur marginalité des séismographes, observateurs éclairés et critiques de la modernité : très tôt, ils ont su détecter les apories du progrès, ainsi T. Adorno, M. Horkheimer, G. Anders ou H. Arendt, et ce à partir de sources romantiques et marxistes, elles-mêmes inscrites dans une tradition messianique juive. Appréhendé par le regard du réfugié, de l'étranger et de l'extraterritorial, en un mot, du paria, c'est un autre regard, parfois insoumis, voire indigné, toujours anticonformiste que porte sur le monde cette intelligence « sans attaches » et « en apesanteur » (*freischwebende Intelligenz*) depuis toujours tenue en haute estime par les avant-gardes de la sociologie allemande (K. Mannheim, G. Simmel, Siegfried Kracauer)³⁶.

Familiengeschichten. Erfahrungen und Verarbeitung von Exil und Verfolgung im Leben der Töchter, Wuppertal, Arco Verlag, 2006. De même, plusieurs volumes de la revue *Exilforschung* sont consacrés au rôle des femmes dans l'histoire de l'exil : *Exilforschung*, vol. 11, « Frauen und Exil », 1993 et *Exilforschung*, vol. 17, « Sprache – Identität – Kultur: Frauen im Exil », 1999.

34. WINCKLER Lutz, « Mythen der Exilforschung? », *Exilforschung*, vol. 13, 1995 et PAPCKE Sven, « Fragen an die Exilforschung heute », *Exilforschung*, vol. 6, 1988.

35. ROUSSEL Hélène et WINCKLER Lutz, « Exil in Frankreich. Selbstbehauptung, Akkulturation, Exklusion – über einige Themen der Forschung », *Exilforschung*, vol. 30, 2012 ; BANOUN Bernard (dir.), *Migration, exil et traduction*, Tours, Presses universitaires François-Rabelais, 2011 et GILMAN Sander L., *Jewish frontiers. Essays on bodies, histories and identities*, New York, Palgrave Macmillan, 2003.

36. TRAVERSO ENZO, *L'histoire comme champ de bataille*, Paris, La Découverte, 2011 et LÖWY Michael, *Walter Benjamin : avertissement d'incendie. Une lecture des thèses « Sur le concept de l'histoire »*, Paris, Éditions de l'Éclat, 2014, p. 16 et suivantes.

Pour Hannah Arendt, les réfugiés étaient ainsi les porte-parole attitrés d'une tradition cachée, celle des parias, des apatrides, et leur mise au ban des sociétés leur inspira une pensée fondamentalement critique et dissidente de la civilisation moderne, dont ils étaient les premiers à percevoir les fissures : c'était d'ailleurs son point de départ à une interrogation fondamentale sur l'avenir de l'État-nation et les limites des identités nationales. Fidèle à cette filiation intellectuelle, la marginalité de l'exilé est dès lors considérée comme posture intellectuelle (Hans Sahl), et son cosmopolitisme, quintessence même d'une condition de vie moderne, présage la mondialisation à venir. Dans la mouvance d'approches telles l'histoire du genre, du quotidien ou encore la *microstoria*, qui ont irrigué l'histoire juive, l'étude de l'exil se mue progressivement en sociologie de la périphérie, appréhendée sous des angles les plus divers : ainsi, la recherche s'intéresse depuis peu aux enfants d'exilés, la « génération 1.5 » selon Susan Robin Suleiman, ou encore aux formes du postexil, dans sa composante littéraire et scientifique, dans lesquelles s'inscrit aussi le projet de ce livre³⁷.

D'ailleurs, l'histoire des émigrants judéo-allemands a fait l'objet d'un grand nombre de publications, consacrées plus particulièrement aux différents pays d'accueil : l'exil judéo-allemand aux Amériques a été largement documenté, insistant sur l'apport intellectuel des émigrants allemands aux États-Unis, surtout à New York, devenue la capitale littéraire de l'Europe pendant les années 1940. Cette empreinte culturelle spécifique des Judéo-Allemands s'avère d'ailleurs centrale dans les travaux de recherche, que ce soit au Canada, en Amérique latine, en Europe, en Israël (les « Jekkes ») ou encore en Grande-Bretagne³⁸.

37. TRAVERSO ENZO, *L'histoire déchirée. Essai sur Auschwitz et les intellectuels*, Paris, Éditions du Cerf, 1997 ; BECKER Sabina et KRAUSE Robert (dir.), *Exil ohne Rückkehr. Literatur als Medium der Akkulturation nach 1933*, Munich, Edition text + kritik, 2010, p. 219 et COURTINE-DENAMY Sylvie, « La jeune fille venue d'ailleurs : Hannah Arendt (1906-1975) », in Daniel AZUÉLOS (dir.), *Les penseurs allemands et autrichiens à l'épreuve de l'exil*, Paris, Éditions Hermann, 2010, p. 65. Également SAID Edward W., *Réflexions sur l'exil et autres essais*, Paris, Actes Sud, 2000, p. 242 ; BRENNER Michael et MYERS David N., *Jüdische Geschichtsschreibung heute*, Munich, Verlag C.H. Beck, 2002 et BRAESE Stephan, « Nach-Exil. Zu einem Entstehungsort westdeutscher Nachkriegsliteratur », *Exilforschung*, vol. 19, 2001.

38. FERMI Laura, *Illustrious Immigrants. The intellectual migration from Europe, 1930-1941*, Chicago, The University of Chicago Press, 1971 ; HEILBUT Anthony, *Exiled in Paradise. German refugee artists and intellectuals in America, from the 1930s to the Present*, New York, The Viking Press, 1983 ; FLEMING Donald et BILLYN Bernard (dir.), *The intellectual migration. Europa and America, 1930-1960*, Cambridge, Harvard University Press, 1969 ; GOEBEL Eckart et WEIGEL Sigrid, « *Escape to life* ». *German intellectuals in New York: a compendium on Exile after 1933*, Berlin/Boston, De Gruyter, 2012 et HEMPEL Henri Jacob, « *Wenn ich schon ein Fremder sein muss* ». *Deutsch-jüdische Emigranten in New York*, Francfort-sur-le-Main, Ullstein, 1984. Pour l'émigration française à New York, consulter MEHLMAN Jeffrey, *Emigrés à New York. Les intellectuels français à Manhattan, 1940-1944*, Paris, Albin Michel, 2005 et LOYER Emmanuelle, *Paris à New York. Intellectuels et artistes français en exil 1940-1947*, Paris, Grasset, 2005. Également ABELLA Irving et TROPER Harold, *None ist too many. Canada and the Jews of Europe, 1933-1938*, Toronto, Lester & Orpen Dennys, 1982 ; MÜHLEN Patrick von zur, *Fluchtziel Lateinamerika. Die deutsche Emigration 1933-1945: politische Aktivitäten und soziokulturelle Integration*, Bonn, Verlag Neue Gesellschaft, 1988 ; CAESTECKER Frank (dir.),

C'est dans ce dernier pays que l'étude de la communauté des émigrés allemands – en 1945, elle représentait environ 50 000 réfugiés allemands et autrichiens – ouvre d'ailleurs des perspectives comparatistes intéressantes, en interrogeant la force de leur paradigme assimilateur, leur identité judéo-allemande, ainsi que le lien ambivalent à la *Heimat* et les formes d'« ethnicité » ayant soudé ce groupe des émigrants. D'ailleurs, l'altérité de ces *continentals* en terre britannique – leur penchant inextinguible pour la *Bildung*, leurs qualités « teutoniques » de « ponctualité, d'efficacité et d'éthique de travail » et leur lien, parfois schizophrène, à la langue allemande – offre des parallélismes intéressants, d'autant que les deux communautés émigrées, des deux côtés de la Manche, ont entretenu des liens étroits³⁹.

Au regard de cet engouement pour les facettes et lieux d'implantation les plus variés de l'exil judéo-allemand, il semble d'autant plus étonnant que l'exil français d'après 1944 n'ait pour le moment fait l'objet d'aucun travail de recherche⁴⁰. La dispersion des sources n'est certainement pas étrangère à l'absence d'analyse historique de cette communauté, par ailleurs totalement invisible dans sa dimension collective. Aux différents fonds d'archives, en grande partie centrés sur l'histoire des structures d'accueil – le Comité intergouvernemental pour les réfugiés (Archives nationales), l'association des réfugiés judéo-allemands, La Solidarité (Mémorial de la Shoah) et la plus grande organisation juive d'aide sociale, le Casip-Cojasor (Mémorial de la Shoah) – s'ajoutent un important corpus biographique et une multitude de sources orales : à l'image du groupe, l'enjeu de ce travail était d'exhumer des informations restées largement invisibles, souvent totalement inexplorées, de les recouper entre elles, de les réinterroger et ce afin d'établir de dresser une vaste cartographie, sociale et intellectuelle, des réfugiés en France⁴¹.

Refugees from nazi Germany and the Liberal European States, Oxford, Berghahn Books, 2010 ; HIRSCHFELD Gerhard (dir.), *Exil in Grossbritannien. Zur Emigration aus dem nationalsozialistischen Deutschland*, Stuttgart, Klett Verlag, 1983 ; SNOWMAN Daniel, *The Hitler émigrés. The cultural impact on Britain of refugees from nazism*, Londres, Chatto & Windus, 2002 ; BERGHAHN Marion, *German-Jewish refugees in England. The ambiguities of assimilation*, Londres, Macmillan Press, 1984 ; ALTER Peter (dir.), *Out of the Third Reich. Refugee Historians in post-war Britain*, Londres, The German Historical Institute of London, 1998 et MOSSE Werner E., *Second Chance. Two Centuries of German-speaking Jews in the United Kingdom*, Tübingen, J.C.B. Mohr, 1991.

39. Il est également intéressant de noter la transmission générationnelle des traumatismes liée à l'exil, à l'exemple des enfants, séparés de leurs parents et envoyés en Angleterre via les *Kindertransporte*. Voir BERGHAHN Marion, « Deutsche Juden in England », in Gerhard HIRSCHFELD (dir.), *Exil in Grossbritannien*, op. cit., p. 268 et suivantes.

40. Seuls les travaux de Laure Fourtage font mention des réfugiés judéo-allemands en France : FOURTAGE Laure, *Et après ? Une histoire du secours et de l'aide à la réinsertion des rescapés juifs des camps nazis (France, 1943-1948)*, thèse de doctorat en histoire (sous la direction d'Anne Grynberg) soutenue à l'université Paris 1 Panthéon-Sorbonne en 2019.

41. La seule étude qui leur a été consacrée est issue de l'enquête menée par le journaliste Peter ADLER en 1956 auprès des émigrants allemands à Paris, et publiée sous le titre : *Die Vergessenen*, Munich, Ter namid Verlag, 1959. Mises à part les années d'exil entre 1933 et 1940-1945, abondamment documentées, le seul travail sur l'exil judéo-allemand en France est celui d'ESPAGNE Michel, *Les juifs allemands de Paris à l'époque de Heine*, op. cit.

Il faut tout de même rappeler le nouvel intérêt que porte l'historiographie à la vie juive en France dans l'après-guerre : l'histoire de la sortie de guerre, éclairée sous l'angle de la renaissance de « l'archipel juif », se focalise depuis quelques années sur une multitude d'aspects, comme sur l'aide internationale/américaine apportée à la communauté juive en France ou encore sur les questions institutionnelles, politiques, mémorielles, religieuses et migratoires⁴². Si ces travaux ont pris soin de souligner l'*agency* (« la capacité, voire la puissance d'agir ») des différents acteurs – qui s'inscrit dans un vaste effort de reconstruction de la vie juive en France, surtout en matière de prise en charge et de secours porté aux rescapés –, peu d'entre eux s'intéressent en revanche au destin spécifique des rescapés judéo-allemands en France.

La survivance de cette « niche » historique tient certainement aussi à la difficulté de définir le(s) sujet(s) de ce livre. Tout d'abord, en 1945, l'exil des Judéo-Allemands change de sens et de dimension. La notion d'exil mérite d'ailleurs d'être réétudiée à la lumière de cette situation particulière : quand s'arrête-t-il ? Quelle est la durée de l'exil ? Traditionnellement, l'exil se termine à la fin de la persécution, grâce au retour dans le pays natal ou par l'acculturation dans le pays d'accueil⁴³. Mais en 1945, l'existence des camps rend le retour impossible, l'attente est terminée et un nouveau chapitre de l'exil allait commencer : les Judéo-Allemands restaient-ils des exilés pour autant, ou devinrent-ils plutôt des *émigrants*, comme le laisse entendre W. G. Sebald dans son roman éponyme ?

En règle générale, les historiens prennent soin de distinguer entre la notion d'exil, considérée comme un départ contraint et un phénomène transitoire, tout orienté vers le retour après la chute du régime ennemi, et l'émigration, au contraire considérée comme décision volontaire, qui désigne un phénomène plus durable. Mais force est de constater qu'en pratique, les limites entre ces notions restent floues et peu circonscrites : certains émigrants, croyant avoir définitivement rompu avec leur *Heimat*, y

42. PARIS DE LA BOLLARDIÈRE Constance, « *La pérennité de notre peuple* » : une aide socialiste juive américaine dans la diaspora yiddish, le Jewish Labor Committee en France (1944-1948), thèse de doctorat en histoire (sous la direction de Nancy Green) soutenue à l'EHESS en 2017 et HOBSON FAURE Laura, Un « plan Marshall juif ». La présence juive américaine en France après la Shoah, 1944-1954, Paris, Armand Colin, 2013 ; FOURTAGE Laure, *Et après ?*, op. cit. ; BIANCHI Serge (dir.), *Des larmes aux rires. La commission centrale de l'enfance. Histoire et mémoire d'une organisation juive, laïque et progressiste, 1945-2000*, Paris, Éditions du Cherche Midi, 2022 ; GRUMBERG Zoé, *Militer en minorité ? Le « secteur juif » du Parti communiste français de la Libération à la fin des années cinquante*, thèse de doctorat en histoire (sous la direction de Claire Andrieu) soutenue à l'IEP Paris en 2020 ; LUSTMAN François, *Entre Shoah, communisme et sionisme. Les Juifs yiddish de Paris et leur presse au lendemain de la Seconde Guerre mondiale*, Paris, Éditions Champion, 2012 ; PEREGO Simon, *Pleurons-les. Les Juifs de Paris et la commémoration de la Shoah (1944-1967)*, Ceyzérieu, Champ Vallon, 2020 ; LEHR Johanna, *La Thora dans la cité. L'émergence d'un nouveau judaïsme religieux après la Seconde Guerre mondiale*, Paris, Le bord de l'eau, 2013 et le dossier thématique « Les migrations juives d'Europe centrale et orientale en France au lendemain de la Shoah », *Archives juives*, n° 1, vol. 54, 2021.

43. BENZ Wolfgang, « Wann endet das Exil? Migration und Akkulturation », in Doerte BISCHOFF et Susanne KOMFORT-HEIN (dir.), *Literatur und Exil. Neue Perspektiven*, Berlin, De Gruyter, 2013, p. 71.

retournent vivre à un moment donné ; d'autres exilés ont réussi à s'établir en France et devinrent français (du moins leurs enfants), enfin, d'autres encore gardent, de leurs exils antérieurs, la nationalité américaine ou israélienne, en rentrant en France après la guerre : les chemins de l'exil et de l'émigration sont tellement sinueux, multiples et multidirectionnels que la délimitation stricte et méthodique entre l'exilé, le réfugié et l'émigrant est quasiment impossible. Même le retour en Allemagne/Autriche, qu'il soit transitoire, ponctuel ou définitif échappe d'ailleurs à une définition claire et précise⁴⁴.

De nombreux émigrants comprirent souvent en 1945 que leur exil était devenu une émigration pour toujours : ce sera le terme « émigrants » qui les désignera dans le cadre de cette étude, aussi parce que le terme d'exil est souvent récusé par les principaux témoins. Parmi eux, l'écrivain d'origine autrichienne Georg Stefan Troller estime que c'est un « vocable trop sophistiqué pour notre bannissement minable », tout au plus valable pour les dissidents politiques qui misaient sur leur retour⁴⁵. Majoritairement apatrides, eux-mêmes continuèrent longtemps après la guerre encore à se considérer comme réfugiés, traditionnellement des « sans-patrie », « persécutés dans leur pays et de ce fait contraints de le quitter, privés de liens juridiques, dénués de garanties légales qui les rattachaient à l'État dont ils étaient les ressortissants, privés de la liberté fondamentale de choix et de mouvement⁴⁶ ».

La popularité du terme « réfugié » tient certainement à la notion de perte totale qui lui est intrinsèque, incarnée au plus haut point par les émigrants judéo-allemands, dépouillés de leur patrie, de leur langue, « déportés dans des camps de concentration par leurs ennemis et dans des camps d'internement par leurs amis », comme le soulignait très justement Hannah Arendt. Mais pour elle, ces réfugiés forment aussi une nouvelle avant-garde, associant pour la première fois l'histoire juive à l'histoire de toutes les autres nations⁴⁷. Cette incertitude quant à la définition de leur statut continue à relancer à intervalles réguliers des débats dans les rangs des émigrés, et ce vingt-cinq ans encore après la fin de la guerre : en 1970, le principal

44. PONTY Janine, « Réfugiés, exilés, des catégories problématiques », *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, n° 44, octobre-décembre 1996 ; STRAUSS Herbert et RÖDER Werner (dir.), *Biographisches Handbuch der deutschsprachigen Emigration*, Munich, K.G. Saur, 1980, p. 14 et KROHN Claus-Dieter et MÜHLEN Patrick von zur (dir.), *Handbuch der deutschsprachigen Emigration*, op. cit., p. 12.

45. TROLLER Georg Stefan, *Selbstbeschreibung*, Hambourg, Rasch und Röhrig Verlag, 1988, p. 146.

46. La convention de Genève du 28 juillet de 1951 définit le réfugié ainsi : « Le terme réfugié s'applique à toute personne, craignant avec raison d'être persécuté du fait de sa race, de sa religion, de sa nationalité, de son appartenance à un certain groupe social ou de ses opinions politiques, qui a quitté le pays dont elle a la nationalité, ou dans lequel elle avait auparavant sa résidence habituelle, ou qui se trouve en dehors de ce pays et qui par suite d'événements survenus après le début de la Seconde guerre mondiale, ne peut ou ne veut, se réclamer de la protection du Gouvernement du pays dont elle avait auparavant la nationalité. » Voir le fonds d'archives aux Archives nationales, désormais AN, 43-AJ 1225 : « Réfugiés et personnes déplacées », Rapport de la troisième commission de l'Organisation de Nations unies du 23 décembre 1946, et « Projet de constitution pour l'organisation internationale des réfugiés ».

47. ARENDT Hannah, « Wir Flüchtlinge », in *Zur Zeit. Politische Essays*, Munich, dtv, 1989.

organe des réfugiés judéo-allemands en France, *La Solidarité*, demande à ses lecteurs s'ils se sentent plutôt être des Allemands, des apatrides, des Juifs français ou des Israéliens dispersés par le destin millénaire⁴⁸ ?

Souvent complètement détachés du judaïsme, les réfugiés allemands refusent parfois de s'entendre « coller » cette dernière étiquette. Pour la plupart d'entre eux, le judaïsme forme un lointain souvenir, attaché à une certaine tradition familiale ; totalement assimilés, ils furent pourtant pourchassés pour ce qu'ils avaient refusé ou négligé d'être. D'autres ignoraient tout de leur judaïsme, qui leur fut soudainement imposé du dehors ; se croyant allemands « comme tous les autres », ils éprouvèrent une réelle stupéfaction d'apprendre qu'ils étaient catalogués « juifs » alors qu'ils ne connaissaient pas grand-chose à la religion juive. Face à ce judaïsme fantasmé par les sbires nazis et plaqué sous forme ethnico- raciale – certains des réfugiés se dirent d'ailleurs « juif au sens des lois de Nuremberg⁴⁹ » –, il serait certainement plus exact de considérer les émigrants allemands comme « juifs non juifs » selon le terme consacré de l'historien Isaac Deutscher⁵⁰. Mais parfois, et pendant l'exil encore plus, on a pu aussi observer des phénomènes de redécouverte d'une tradition juive que l'on croyait irrémédiablement rompue. Paradoxalement, c'était *via* la célébration de fêtes juives que le souvenir de la *Heimat* pouvait prendre corps, et rapprocher et souder les réfugiés entre eux.

Enfin, le rapport à leur origine et culture allemandes et autrichiennes semblait bien plus ambivalent, tiraillé entre rejet et nostalgie – rapport à une *Heimat* d'ailleurs souvent imaginaire pour la 2^e et 3^e génération. Officiellement, ils n'étaient en tout cas plus allemands : tous les émigrants judéo-allemands avaient perdu leur nationalité allemande, soit par décret, soit par la loi du 25 novembre 1941, et ils ne pouvaient la recouvrer tant que les deux États allemands n'étaient pas créés avant 1949. À la différence des Juifs allemands, les réfugiés autrichiens rapatriés purent recouvrer automatiquement leur nationalité autrichienne et obtenir leur passeport autrichien (hormis ceux qui avaient entretemps acquis une nationalité étrangère). La république autrichienne fut rétablie en 1945 et adopta la « loi de nullité » (*Nichtigkeitsgesetz*) en 1946 annulant tous les actes depuis l'*Anschluss*, dont les dénaturalisations intervenues en 1941. Pour ceux d'entre eux restés à l'étranger, il fallut par contre attendre 1993 pour que les réfugiés autrichiens puissent retrouver leur nationalité. Si l'adjectif « allemand » pose dès lors problème, il est certainement exact de qualifier les sujets de cette étude de « germanophones », principal trait d'union entre eux⁵¹.

48. « Unsere Geschichte », *La Solidarité*, n° 77, décembre 1970.

49. Rudolf Heinemann, né en 1893 à Berlin, où il était agent à la *Reichsbank*, répond ainsi à la question de savoir s'il est juif. Voir le Centre de documentation juive contemporaine, désormais CDJC, Fonds Neu, La Solidarité : Fichier adhérents, Fiche Rudolf Heinemann.

50. DEUTSCHER Isaac, *The non-jewish Jew*, Londres, Oxford University Press, 1968, p. 35.

51. O'DONNELL Krista, BRIDENTHAL Renate et REAGIN Nancy, *The Heimat abroad. The boundaries of Germanness*, Michigan, The University of Michigan Press, 2008.

Malgré cette pluralité des trajectoires, l'hétérogénéité des expériences et la grande diversité du groupe (composé d'ex-Allemands, ex-Autrichiens, d'immigrés polonais...), la communauté émigrée resta longtemps après la guerre soudée par le vécu de l'exil et de la vie à l'étranger. Pour les émigrants nés autour de 1900, la vie ressemblait à une succession de catastrophes et ils partageaient tous une sensation d'impuissance individuelle face à ce maels-tröm de l'histoire⁵². Ce destin commun a formé une *Erlebnisgruppe* (« une communauté du vécu »), à savoir un groupe soudé par une expérience commune, dans le sens que lui attribuait la jeune historienne autrichienne Lucie Varga, émigrée à Paris en 1934, très proche de Lucien Febvre, ayant collaboré pendant quelques années à la revue des *Annales*. Cela explique aussi pourquoi les Judéo-Allemands développèrent, partout dans leur diaspora, une forte identité commune, à la fois liée à l'exil, cette césure existentielle, et à leur tradition judéo-allemande, relayée par les grandes voix exilées comme la revue *Aufbau* à New York⁵³.

Mais à la différence des émigrants allemands en Grande-Bretagne ou aux États-Unis, les réfugiés en France se concevaient aussi comme « doublement persécutés » dans un pays où le long bras du nazisme avait réussi, avec l'aide active de Vichy, à les pourchasser ; épuisés par les années de cache et d'internement, souvent âgés et incapables de reprendre une activité professionnelle, cette première génération d'émigrants formait alors une « génération sacrifiée ». Ainsi, la notion de génération – définie par le sociologue allemand Karl Mannheim comme l'appartenance à une même classe d'âge, à un même espace culturel et à un même destin historique – s'avère décisive dans la trajectoire de l'exilé. Même s'il semble difficile de tracer des limites entre des générations, l'appartenance à un groupe d'âge donné reste cruciale dès lors qu'on veut se reconstruire dans son pays d'accueil⁵⁴.

Dans le cadre de cette étude, la voix est laissée aux témoins qui appartiennent presque tous à la « deuxième génération », aussi appelée « génération sceptique », née au cours des années 1940, dont l'enfance fut largement marquée par les péripéties de la guerre et les ruptures scolaires et familiales.

52. PATIN Nicolas, *La catastrophe allemande, 1914-1945*, Paris, Fayard, 2014.

53. SCHÖTTLER Peter, *Lucie Varga. Les autorités invisibles*, Paris, Éditions du Cerf, 1991, p. 108. Lucie Varga, née en 1904 sous le nom de Rosa Stern en Autriche, avait soutenu une thèse sur la religion des Cathares dans le Midi de la France au XI^e et XII^e siècles. Dans ce cadre, elle a notamment élaboré le concept d'« autorités invisibles », un système de valeurs et d'hierarchies symboliques qui irriguent profondément le comportement d'un groupe social donné. Lucie Varga, réfugiée dans le Sud de la France, meurt en 1941, âgée d'à peine de 37 ans, d'une crise de diabète. Voir également EIDHERR Armin, LANGER Gerhard et MÜLLER Karl (dir.), *Diaspora – Exil als Krisenerfahrung: jüdische Bilanzen und Perspektiven*, Lagenfurt, Theodor Kramer Gesellschaft, 2006, p. 9.

54. Une génération est un groupe qui appartient à une même catégorie d'âge, d'une dizaine d'années, et partage plus largement la conscience de partager une expérience commune, une mentalité, des habitudes, une même tradition, et une identité collective. Voir en particulier GIESEN Bernhard, « Generation und Trauma », in Jürgen REULECKE (dir.), *Generationalität und Lebensgeschichte im 20. Jahrhundert*, Munich, Oldenbourg Verlag, 2003. Également SIRINELLI Jean-François, « Effet d'âge et phénomènes de génération dans le milieu intellectuel français », *Cahiers de l'IHTP*, n° 6, 1987.

Mais cette génération a également reçu en héritage le paradigme assimilatoire judéo-allemand de leurs parents qui a aussi permis d'accélérer leur intégration en France. Un nombre grandissant de travaux se penche sur le phénomène générationnel en exil, en particulier sur la « jeunesse », née au cours des années 1920 et 1930 en Allemagne, marquée par la chute de la république de Weimar et la montée du national-socialisme : ce désenchantement politique, vécu durant l'enfance, a fait naître une génération d'historiens ayant complètement renouvelé l'écriture de l'histoire allemande, malgré ses relations largement ambiguës à l'Allemagne d'après-guerre⁵⁵.

Ce livre entend dès lors adopter une perspective sociohistorique large, englobant l'ensemble du groupe d'émigrants, dans lequel les destins les plus variés s'entrecroisent. Face à l'ampleur numérique de cette communauté, composée de plus de 25 000 personnes, l'objectif ne saurait être de retracer toutes les trajectoires individuelles et familiales, mais de relever celles qui paraissent emblématiques de l'histoire de la communauté des Judéo-Allemands dans son ensemble. À la croisée de l'histoire sociale et internationale, mémorielle et intellectuelle, l'étude de l'exil judéo-allemand veut à la fois embrasser une perspective lointaine, et se focaliser sur les destins personnels, afin de redonner la voix – et chair – aux émigrants, à ses « élites » comme aux inconnus⁵⁶.

En croisant parcours individuels et collectifs, c'est véritablement une démarche prosopographique qui guide ce travail et cherche à cerner les liens, les ressemblances et les différences entre les destins de cette communauté émigrée. La quantification, remise à l'honneur depuis plusieurs années, s'est avérée un outil précieux pour approcher l'identité du groupe et relever les points communs de ses membres. Entre perte et renouveau, cette pluralité des trajectoires – à la fois des victimes, des témoins, mais aussi des bâtisseurs, des combattants et résistants – cherche à dresser l'image d'un exil judéo-allemand à reflets multiples, pour en décrypter la signification ainsi que l'héritage⁵⁷.

55. HERRMANN Ulrich, « “Ungenau in dieser Welt” – kein Krawall, kein Protest: Der unaufhaltsame Ausstieg um 1940 Geborener in einer “Generationen”-Lücke », in Jürgen REULECKE (dir.), *Generationalität und Lebensgeschichte im 20. Jahrhundert*, op. cit., p. 161 ; STRAUSS Herbert A., « Zur sozialen und organisatorischen Akkulturation deutsch-jüdischer Einwanderer der NS-Zeit in den USA », in Wolfgang FRÜHWALD et Wolfgang SCHIEDER (dir.), *Leben im Exil. Probleme der Integration deutscher Flüchtlinge im Ausland, 1933-1945*, Hambourg, Hoffmann und Campe, 1981, p. 239 ; LAQUEUR Walter, *Generation Exodus. The fate of young Jewish Refugees from Nazi Germany*, Hanover, Brandeis University Press, 2001 et DAUM Andreas W. (dir.), *The second generation. Emigrés from Nazi Germany as Historians*, New York, Berghahn Books, 2016.

56. L'approche par la socio-histoire, utilisée par Nicolas MARIOT et Claire ZALC, étudiant les relations d'un groupe juif circonscrit, composé de 991 Juifs étrangers de Lens dans la guerre, a servi de matrice méthodologique à ce travail : MARIOT Nicolas et ZALC Claire, *Face à la persécution. 991 Juifs dans la guerre*, Paris, Odile Jacob, 2010. Voir également NOIRIEL Gérard, *Introduction à la socio-histoire*, Paris, La Découverte, 2006 et REVEL Jacques (dir.), *Jeux d'échelles. La micro-analyse à l'expérience*, Paris, Gallimard, 1996.

57. MARIOT Nicolas et ZALC Claire, « Destins d'une communauté ou communauté de destins ? Approche prosopographique », in Claire ZALC (dir.), *Pour une microhistoire de la Shoah*, op. cit., p. 73-95 ; LEMERCIER Claire et ZALC Claire, *Méthodes quantitatives pour l'historien*, Paris, La Découverte,

Dans cette perspective, cette étude suit une trame thématique afin de dégager les thèmes centraux, reflétant ainsi les grands chantiers dans la vie des émigrants : l'accent sera ainsi mis successivement sur leur accueil et leur intégration (les différentes formes de solidarité et d'aides, le retour des rescapés déportés, les lieux de sociabilités, leurs conditions matérielles, leur vie en France après la guerre, leurs stratégies d'adaptation, et les formes de mobilité professionnelle), la mémoire et la justice (lieux et formes de la mémoire, conflits et modalités de restitution et d'indemnisation des victimes) et enfin leur reconstruction identitaire (le lien à la culture allemande, le retour éventuel en Allemagne, les formes culturelles de la médiation franco-allemande).

Ces allers-retours entre « haut », « bas » (et fragile), ces changements de focale et d'échelle ressemblent davantage à une histoire en « zigzag », et plus encore à un collage, fait de fragments littéraires, de documents d'archives, de témoignages et de « trouvailles » diverses, intégrés dans une grande mosaïque – clin d'œil aussi fait à la démarche benjaminienne, autre grand réfugié allemand en France. Retrouver les traces d'époques englouties, explorer la présence, liminale, d'une Allemagne weimarienne (d'une Vienne fin-de-siècle aussi) en France est aussi un essai pour préserver la mémoire culturelle de l'exil, transformée et métamorphosée au contact de la culture française⁵⁸.

Cette remémoration d'une autre époque, d'un autre espace (berlinois et viennois), parfois au cœur de Paris, semble paradigmatique de l'expérience décalée propre à l'exil. Les anciens « Weimariens » transposent de ce fait une autre temporalité dans la France de la IV^e République, irriguée par le souvenir idéalisé de leurs villes et régions d'origine. Cet imaginaire à la fois temporel et spatial propre à l'exil en fait une expérience foncièrement oxymorique : invisibles, les émigrants semblent partout (dans l'espace et dans le temps) ; synchrone, en phase avec le temps présent, leur vie se construit aussi en contrepoint du passé ; enfin, à la perte chronique des lieux, propre au xx^e siècle, s'ajoute aussi la reconquête de nouveaux espaces, réels et virtuels ceux-là⁵⁹.

Car c'est aussi toute une génération intellectuelle, partagée entre la philosophie romantique et l'utopie libertaire, qui a transplanté une pensée spécifiquement judéo-allemande dans la société française et, ce faisant, elle a contribué à changer le visage intellectuel et politique de ce pays. Moment fondateur en Europe, c'est cette génération « perdue » qui a finalement

2008 et ROSENTHAL Paul-André, *Les sentiers invisibles. Espace, famille et migrations dans la France du XIX^e siècle*, Paris, Éditions de l'École des hautes études en sciences sociales, 1999.

58. FISCHER Gerhard (dir.), *W.G. Sebald. Schreiben ex patria/Expatriate writing*, Amsterdam, Rodopi, 2009.

59. DINER Dan, *Synchrone Welten. Zeitenräume jüdischer Geschichte*, Göttingen, Vandenhoeck & Ruprecht, 2005, p. 15 et suivantes.

donné des impulsions majeures à une réconciliation absolument inédite entre Allemands et Français et à une construction supra- et transnationale des plus osées dans l'histoire. Enfin, si une boussole ultime guide ce travail, c'est bien la littérature, capable, comme nulle autre, de transmettre la texture du réel : réconcilier la recherche et l'écriture est ainsi une manière de rendre hommage à l'histoire⁶⁰. Au cours de ce voyage dans le temps et dans l'espace, l'historien croise sur sa route de nombreux témoins ; leur rendre la voix, faire acte de mémoire, voilà à mon sens le plus beau métier en histoire.

60. JABLONKA Ivan, *L'histoire est une littérature contemporaine. Manifeste pour les sciences sociales*, Paris, Seuil, 2017.